



## Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

## Ressources - Modification du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) - Refonte du Régime indemnitaire des catégories A, B et C - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le prolongement de la délibération n°M2022-63 du 22 mars 2022 qui a institué le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) au sein de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022, il est nécessaire de modifier par délibération le dispositif mis en place.

Ne seront repris dans la présente délibération que les éléments modifiant la délibération n°M2022-63 du 22 mars 2022 dans le cadre des limites instituées par le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014. La délibération n° M2022-63 du 22 mars 2022 instituant le RIFSEEP demeure applicable avec les modifications suivantes.

### 1. IFSE part fonctions

Les libellés des groupes de fonctions CG1 issus de l'article 3.1.2.1 de la délibération n°M2022-63 du 22 mars 2022 sont modifiés comme suit :

| POSTE CAT. | GROUPE | EMPLOI   |
|------------|--------|--|
| A          | AG1    | Directeur général / Directeur général délégué / Directeur de Pôle  |
|            | AG2    | Directeur adjoint de Pôle / Directeur délégué / Directeur d'établissement Niveau E1 / Directeur de mission / Responsable de service Niveau S1  |
|            | AG3    | Responsable de service Niveau S2 / Fonctions à expertise forte ou en pilotage de projets complexes / Responsable d'établissement Niveau E2 / Responsable adjoint de service / Responsable d'établissement Niveau E3 / Responsable d'unité                          |
|            | AG4    | Tout autre emploi - Fonctions de grade   |
| B          | BG1    | Responsable d'établissement Niveau E2 / Responsable adjoint de service / Responsable d'établissement Niveau E3 / Responsable d'unité   |
|            | BG2    | Responsable adjoint d'unité / Emplois requérant responsabilités et technicité / Responsable d'équipe   |
|            | BG3    | Tout autre emploi - Fonctions de grade   |
| C          | CG1    | Responsable d'unité / Responsable adjoint d'unité / Emplois requérant responsabilités et technicité Niveau 1 / Responsable de structure Niveau E4 / Responsable d'équipe / Responsable adjoint d'équipe / Emplois requérant responsabilités et technicité Niveau 2 |
|            | CG2    | Tout autre emploi - Fonctions de grade   |

### 2. Modalités de maintien en cas d'absence

L'article 3.1.6 issu de la délibération n° M2022-63 du 22 mars 2022 est modifié comme suit :

- Nonobstant les dispositions relatives à l'application d'un délai de carence et conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010, le bénéfice de l'IFSE est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement en cas de congés annuels, pour maternité ou adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant. Il est intégralement maintenu en cas d'accident de travail, de maladie professionnelle.
- Il convient de préciser qu'en cas de service à temps partiel pour raison thérapeutique, le régime indemnitaire est réduit au prorata de la durée effective du temps de travail pour les agents.

- c) S'agissant de la maladie ordinaire, il est décidé, dans le cadre d'un congé pour maladie ordinaire, que l'IFSE sera réduite à raison de 1/30 par jour d'absence après application d'une franchise égale à 10 jours. La période de référence s'étend au 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre. La mise en œuvre est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Des mesures exceptionnelles dans la mise en œuvre de ce dispositif pourraient être prises en cas d'état d'urgence sanitaire.

- d) En application de la réglementation, les primes et indemnités ainsi que leurs éventuelles majorations et les montants relatifs à un éventuel maintien de rémunération, sont suspendus totalement pendant le congé de longue maladie, le congé de longue durée ou le congé de grave maladie (pour les agents contractuels), à compter de la date de réception du procès-verbal de décision du comité médical plaçant le fonctionnaire dans ces types de congés maladie.

Toutefois, afin de préserver la situation des agents placés en congés de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie, l'article 2 du décret n°2010-997 du 26 août 2010 permet à l'agent de conserver, en congé maladie ordinaire et placé rétroactivement dans un de ces deux congés, la totalité des primes d'ores et déjà versées.

Il est rappelé que l'ensemble de ces dispositions s'appliquent également aux cadres d'emplois non éligibles au RIFSEEP.

Ces modifications ont fait l'objet d'un avis du comité technique en date du 30 juin et 12 juillet 2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les modifications et précisions apportées à la délibération n°M2022-63 du 22 mars 2022 qui a institué, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 5 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,  
Pour Monsieur Le Président absent

**Madame La Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197150-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- ANNEXEs RIFSEEP 3M juillet.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.